

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

VALENCE, le 06/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ONYX AUVERGNE RHONE ALPES**

Papelissier  
810 chemin des Taillandiers  
26300 CHATUZANGE LE GOUBET

Références : PRICAE-PRC-23-005  
Code AIOT : 0006106990

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHONE ALPES implanté Papelissier 810 chemin des Taillandiers 26300 CHATUZANGE LE GOUBET. L'inspection a été annoncée le 07/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a été menée dans le cadre d'une action nationale sur les conditions d'élimination des déchets dans les ISDND et incinérateurs.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX AUVERGNE RHONE ALPES
- Papelissier 810 chemin des Taillandiers 26300 CHATUZANGE LE GOUBET
- Code AIOT : 0006106990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site contrôlé est une installation de stockage de déchets non dangereux.

**Le thème de visite retenu est le suivant : Action nationale 2022 sur les conditions d'élimination des déchets.**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Conditions de l'élimination – contrôle visuel	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Lettre de suite	3 mois
2	Conditions de l'élimination – Rapports annuels	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Lettre de suite	3 mois
3	Conditions de l'élimination – Justificatifs obligations de tri	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet de l'action nationale 2022 sur les conditions d'élimination des déchets visait à faire un point sur l'appréhension des nouvelles obligations et la mise en oeuvre de dispositions discutées au niveau national pour respecter l'interdiction progressive de mise en décharge des déchets non dangereux valorisables, en regardant les aspects de contrôle à l'admission, et les documents que les apporteurs de déchets doivent remettre à l'exploitant de l'installation de stockage (caractérisation annuelle et justificatifs de tri).

L'inspection a mis en évidence des points à améliorer :

- un contrôle à réception des déchets qui n'est que partiel en l'état malgré l'existence d'une vidéo-surveillance ;
- un faible taux de réception des caractérisations et justificatifs attendus, ainsi que des modèles à faire évoluer.

L'année 2022 constituait une période de tolérance qui visait à permettre aux acteurs d'expérimenter des solutions et se familiariser aux obligations aussi il est donné suite aux écarts par lettre de suite en rappelant les obligations à l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Conditions de l'élimination – contrôle visuel

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise en œuvre effective du contrôle visuel des déchets réceptionnés en ISDND : "IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.  Cette procédure comporte notamment : [...]  2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire."
<b>Constats :</b> Voir le questionnaire en pièce jointe pour le détail.  Le contrôle n'est pas permanent lors du déchargement (opérateurs présents sur place mais affectés à des engins qui ne peuvent pas surveiller en permanence), une vidéo-surveillance est bien présente sur la zone de déchargement mais elle n'est pas analysée en permanence.  Ceci ne répond pas entièrement à la disposition : "Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. "  L'exploitant proposera une évolution des conditions du contrôle visuel à réception ou déchargement afin de garantir que tous les déchets font bien l'objet d'un contrôle visuel à l'entrée ou au déchargement sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Conditions de l'élimination – Rapports annuels de caractérisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification de la réception des rapports annuels de caractérisation des producteurs de déchets par l'exploitant de l'ISDND et du contenu des rapports de caractérisation :  "IV. L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.  Cette procédure comporte notamment :  1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;[...]"
<b>Constats :</b> Voir le questionnaire en pièce jointe pour le détail. Seuls 2,5% des rapports de caractérisation avaient été reçus au 17/11/2022.  Il est rappelé à l'exploitant que l'année 2022 constituait une période de tolérance et que les rapports de caractérisation sont obligatoires pour réceptionner les déchets sur le site. Il a par ailleurs été relevé que l'exploitant va faire évoluer son modèle pour intégrer la part des déchets non triés (0-400 mm ou 0-100 mm).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Conditions de l'élimination – Justificatifs obligations de tri**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification de la réception des justificatifs attestant du respect des obligations de tri par les producteurs de déchets :  "I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.  A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :  1° La liste de leurs obligations de tri ;  2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.  L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier."
<b>Constats :</b> Voir le questionnaire en pièce jointe pour le détail. Seules 25% des attestations de tri à la source avaient été reçues au 17/11/2022.  Il est rappelé que l'année 2022 constituait une période de tolérance et que les attestations de tri à la source sont obligatoires pour accepter les déchets sur le site ainsi que les documents justificatifs associés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

*Annexe au rapport d'inspection ONYX à Chatuzange du 17/11/2022*

Canevas d'inspection relatif aux conditions de l'élimination	
<b>Chapitre 1 : Identification de l'établissement, généralités</b>	
<p>Nom de l'établissement : ONYX AUVERGNE RHONE ALPES</p> <p>N° GUNenv : 0006106990</p> <p>Adresse exacte : Papelissier, 810 chemin des Taillandiers, 26300 CHATUZANGE LE GOUBET</p> <p>Régime ICPE : <input checked="" type="checkbox"/> Autorisation <input type="checkbox"/> Enregistrement <input type="checkbox"/> Déclaration <input type="checkbox"/> Non ICPE</p> <p>Rubrique(s) ICPE du site ou activité principale : 2760-2b / 3540</p> <p>Date de l'inspection : 17/11/2022</p> <p>Nom de l'inspecteur : Julie Arnaud</p> <p>Nom des personnes rencontrées : Gwenaël Gilanton (directeur du site) et Stéphanie LHERM (responsable projet au siège régional)</p>	
<b>Chapitre 2 : Contrôle de l'interdiction de la mise en décharge des déchets non dangereux valorisable (en ISDND seulement)</b>	
<p><u>Au 1er janvier 2022, est interdit de mise en décharge le chargement des bennes ou des autres contenants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• constitué en masse à plus de 30% de métal, ou de plastiques, verre, bois, fraction minérale inerte composée de béton, briques, tuiles, céramiques ou pierres ;</li> <li>• constitué en masse à plus de 50% de papier, ou de plâtre, biodéchets</li> </ul>	
<b>a) Contrôle mis en œuvre par l'exploitant de l'installation :</b>	
<p><u>Comment l'exploitant procède-t-il au contrôle visuel des déchets réceptionnés dans son installation ? Où procède-t-il au contrôle visuel (à l'entrée de son installation, lors du déchargement etc...) ?</u></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> A l'œil <input checked="" type="checkbox"/> Par vidéo-surveillance</p> <p><u>Où procède-t-il au contrôle visuel ?</u></p> <div> <div> <input type="checkbox"/> A l'entrée de l'installation :  <b>Non, car la personne à l'accueil ne peut pas voir le contenu des camions depuis son local</b> </div> <div> <input checked="" type="checkbox"/> Lors du déchargement : <b>contrôle ponctuel visuel (2 personnes sur la zone de déchargement peuvent signaler des déchets interdits, mais elles ont d'autres tâches et ne surveillent pas en permanence) et enregistrement de la vidéo-surveillance</b> </div> </div> <p><u>L'exploitant a-t-il procédé à la caractérisation ponctuelle de certaines bennes lorsqu'il doutait du respect des seuils définis au I du R.541-48-3 ?</u></p> <div> <div> <input type="checkbox"/> Oui </div> <div> <input checked="" type="checkbox"/> Non : <b>selon l'exploitant, une caractérisation en volume serait possible alors qu'une caractérisation en masse est très compliquée en pratique. Le groupe ONYX est en cours d'essais de caractérisation sur des centres de tri, où c'est plus envisageable de faire un tri des déchets pour caractérisation.</b>  <b>A noter : le site ne dispose pas d'une zone où pourrait être déchargé un camion pour caractérisation. La seule zone existante est la zone où sont les camions sont découverts avant déchargement sur le stock de déchets</b> </div> </div>	

<b>b) Contrôle de la réception des rapports de caractérisation annuels des producteurs par l'exploitant :</b>	
<u>Dans quelles proportions l'exploitant a-t-il réceptionné les rapports de caractérisation relatifs aux déchets réceptionnés ?</u>	
0%      25%      50 %      75 %      100 %	Si vous disposez de la proportion exacte précisez : <b>2,5%</b>
<b>d) Transmission et réalisation des rapports de caractérisation annuels remis à l'exploitant :</b>	
<u>Comment les rapports sont-ils remis à l'exploitant de l'ISDND ?</u>	
<input type="checkbox"/> Directement par le producteur initial	<input type="checkbox"/> Indirectement par un détenteur intermédiaire
<input checked="" type="checkbox"/> Par voie électronique : <b>ONYX propose à ses clients d'utiliser un modèle et un site en ligne pour déposer les documents</b>	<input type="checkbox"/> Au format papier
<u>Qui réalise les caractérisations annuelles ? Est-ce qu'une démarche généralisée paraît ressortir ?</u>	
<input checked="" type="checkbox"/> Les producteurs initiaux : <b>pour ceux qui ont précisé dans la caractérisation, ils l'ont faite eux-mêmes, les autres ne précisent pas</b>	<input type="checkbox"/> Des laboratoires <input type="checkbox"/> L'exploitant de l'ISDND
<input type="checkbox"/> Un détenteur intermédiaire (précisez lequel) :	
<u>Quelle forme prend le contenu de ces rapports si une tendance générale se dégage ?</u>	
<input checked="" type="checkbox"/> Similaire à celui présenté sur le site du ministère : <b>à la réserve que le modèle ONYX ne présente pas la fraction non triée (0-400 mm ou 0-100 mm). ONYX a déclaré que le modèle va évoluer.</b>	<input type="checkbox"/> Similaire au protocole mis en place par son client pour la caractérisation annuelle
Précisions, en l'absence de tendance générale : /	
<u>Si des protocoles différents ont été mis en place, les caractérisations paraissent-elles représentatives des déchets apportés en ISDND ?</u>	
<input checked="" type="checkbox"/> Oui : <b>représentatives selon l'exploitant mais il est difficile de se prononcer : on ne sait pas quels protocoles ont été suivis dans les caractérisations effectuées et le mode d'échantillonnage mentionné est parfois « aucun »</b>	<input type="checkbox"/> Non
<u>Précisez les difficultés remontées par les exploitants et les points que vous jugez bloquants pour contrôler le respect de cette nouvelle obligation. Inversement, précisez les points qui paraissent bien fonctionner.</u>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Malgré plusieurs relances de ONYX à ses clients, le pourcentage de retours pour les attestations et rapport de caractérisation était faible le jour de l'inspection. L'exploitant demande à ce que l'administration communique également sur les obligations qui s'imposent aux clients des ISDND.</li> <li>- le site ne dispose pas d'une zone qui pourrait être utilisée pour caractériser des déchets en déchargeant un camion. Par ailleurs, selon l'exploitant, une caractérisation en volume serait possible alors qu'une caractérisation en masse est très compliquée en pratique</li> </ul>	



### Chapitre 3 : Contrôle de la justification du respect des obligations de tri (en ISDND et incinérateur ne faisant pas de valorisation)

Dans quelle proportion l'exploitant a-t-il réceptionné les justificatifs des producteurs relatifs à leurs déchets admis ?

0%      ☒ 25%      50 %      75 %      100%      Si vous disposez de la proportion exacte précisez : 115 sur 469

Comment les justificatifs sont-ils remis à l'exploitant de l'ISDND ?

☐ Directement par le producteur initial      ☐ Indirectement par un détenteur intermédiaire

☐ Au format papier

☒ Par voie électronique  
**ONYX propose à ses clients d'utiliser un modèle et un site en ligne pour déposer les documents**

Les justificatifs réceptionnés par l'exploitant sont-ils semblables à ceux présentés sur le site du ministère ou sont-ils différents ? Dans quelles proportions ?

☐ Similaire à ceux présentés sur le site du ministère

☒ Autre justificatif mis en place : **exemple d'attestation sur le modèle Onyx en pièce jointe qui présente juste des cases à cocher selon le type de déchets avec demande de joindre des documents justifiant du respect du tri à la source, documents qui ne sont pas joints dans les attestations consultées**

Précisions, en l'absence de tendance générale : /

Comment procèdent les producteurs responsables de plusieurs établissements (maîtres d'ouvrages à la tête de plusieurs chantiers, collectivités avec plusieurs déchetteries) ?

☐ Ils réalisent un justificatif par établissement

☐ Ils réalisent un justificatif global précisant les particularités de leurs établissements

☐ Ils réalisent un justificatif global sans donner de précisions sur leurs différents établissements

☒ Autre, précisez :  
**Le site n'avait reçu aucune attestation de collectivité lors de l'inspection et les attestations consultées ne provenaient pas de producteurs responsables de plusieurs établissements**

Quels sont les documents mentionnés par les producteurs initiaux dans leurs justificatifs permettant de démontrer le respect de leurs obligations de tri ?

**Aucun document mentionné**

Avez-vous eu à contrôler des justificatifs « intermédiaires », réalisés par des détenteurs intermédiaires ?  
**Non**

Précisez les difficultés remontées par les exploitants et les points que vous jugez bloquants pour contrôler le respect de cette nouvelle obligation. De même préciser les points qui paraissent bien fonctionner.

- Malgré plusieurs relances de ONYX à ses clients, le pourcentage de retours pour les attestations et rapport de caractérisation était faible le jour de l'inspection. L'exploitant demande à ce que l'administration communique également sur les obligations qui s'imposent aux clients des ISDND.